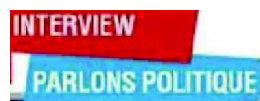


« Il n'y a **aucun frein** pour réformer Publifin »

Pour Paul-Emile Mottard, le management de Nethys devra entrer dans le carcan salarial voulu par la Région



Paul-Emile Mottard, président de Publifin et Député provincial. **Président l'affirme, il n'y a aucune volonté politique à freiner les réformes chez Publifin et Nethys. L'intéressé estime que les choses ont bougé depuis 3 mois et bougeront encore d'ici la fin de l'année concernant le futur économique de Nethys, mais aussi la rémunération du management et les remboursements des membres des ex-comités de secteurs.**

↳ Estimez-vous qu'en trois mois et demi, on a déjà réformé Publifin ?

Quand j'ai accepté la présidence, j'ai identifié quatre enjeux : économique, social, éthique et politique. Parallèlement à cela, dès l'installation du nouveau conseil d'administration le 30 mars, un administrateur annonce déjà le dépôt d'un recours. Donc, les obstacles sont nombreux. Ajoutons à cela que tous les administrateurs, sauf un, sont nouveaux dans la structure. Nous devions donc nous imprégner du groupe. Et puis nous avons toujours été clairs : nos balises seraient définies par le rapport de la commission d'enquête et l'audit du Gouver-

nement wallon. Sans oublier deux jours de grève, où nous avons travaillé à renouer le dialogue avec le personnel ; nous avons demandé le retrait de la plainte de Nethys envers les députés. Si vous faites l'addition de toutes ces choses, on ne peut pas nous dire que nous sommes restés les bras croisés.

↳ Il y a eu un retard concernant Finanpart...

Sur Finanpart, on me fait un mauvais procès. La décision politique avait été prise en CA de Publifin. On a eu un petit retard, même pas d'un mois, pour des raisons techniques. Mais là, c'est fait, et l'assemblée générale de Finanpart pour recomposer son conseil d'administration aura lieu aux alentours du 20 août.

↳ Avant Nethys ?

Le coup suivant, c'est la convocation d'une assemblée générale de Nethys, sans doute vers la mi-septembre, avec à l'ordre du jour la recomposition du conseil d'administration.

↳ Avec des administrateurs « publics » majoritaires ?

C'est la question. Plusieurs options sont possibles. Faut-il faire « à la Finanpart », à savoir mettre

les mêmes administrateurs que Publifin, tout ou en partie ?

Quelle part réserver aux indépendants ? On va se pencher là-dessus dès à présent.

↳ Quel costume souhaiteriez-vous pour Nethys, qui gère finalement tout le volet industriel de Publifin ?

L'enjeu est colossal. La commission d'enquête disait limite qu'il fallait démanteler des pans entiers, alors que si l'on se penche sur l'audit du Gouvernement wallon, le volet économique est un grand succès. Le point de convergence entre les deux réside toutefois dans le fait que la structure actuelle est inadaptée. Il y a trois modèles qui sont recommandés, nous allons tous les étudier.

↳ Quid de Resa, que certains voudraient voir rattaché à Orès ?

Resa est un pan important de Publifin et de Nethys. On ne doit sûrement pas s'en séparer. Maintenant, on doit oser discuter de la forme future que la structure doit avoir, dans Publifin... De

manière générale, au regard de Voo, des médias, d'Elicio et des assurances, on voit que ces investissements sont économi-

quement pertinents. Mais quid de la stratégie industrielle ? Ce groupe dégage des bénéfices — nous allons accorder fin décembre un dividende exceptionnel supplémentaire de 1,8 million d'euros aux actionnaires —, occupe 3.000 emplois et doit se développer. Mais il manque de transparence et de stratégie globale.

↳ Cela fait encore beaucoup de questions...

Cela fait beaucoup de questions. Penser que l'on allait pouvoir réformer tout ça en 100 jours était tout simplement illusoire... Je ne suis pas au conseil d'administration comme socialiste pour bloquer le système. Avec les autres membres, on s'investit à fond, plusieurs le font d'ailleurs bénévolement, pour remettre cette société sur les rails. On ne sent aucun frein politique, ni dans ma famille ni au niveau de l'actionnaire majoritaire qu'est la Province, pour réformer le système.

↳ Vous fixez-vous un calendrier ?

Difficile de s'enfermer dans un canevas, mais il y a quand même quelques moments clés. On sait que l'assemblée générale statutaire de Publifin se tiendra fin septembre, elle sera importante. Il y a un second rendez-vous en décembre, avec l'assemblée générale stratégique. Pour décembre, on devra donc

connaître les orientations nouvelles du groupe pour pouvoir les présenter.

↳ Au-delà de l'orientation économique, reste des questions d'ordre éthique, comme les rémunérations du management de Nethys, le remboursement des membres des ex-comités de secteurs. Agirez-vous là-dessus ?

Ces questions vont venir sur la table, je m'y engage. Oui, nous discuterons des rémunérations du management de Nethys et du remboursement des membres des comités de secteurs.

↳ Le volet financier de ce management suivra les recommandations wallonnes (300.000€ maximum) ?

Je vois mal comment on pourrait ne pas rentrer dans le carcan financier voulu par la Région concernant le management.

↳ Et le remboursement des membres des comités de secteurs, quid ?

C'est complexe. Certains venaient à toutes les réunions, d'autres à aucune. Certains étaient dans les comités et le CA de Publifin. D'autres encore ont alerté quant au peu de réunions. La commission d'enquête nous charge de nous occuper de ça et nous allons le faire. Il devra y avoir des remboursements. Qui, à quelle hauteur, ça doit être défini, avec une base juridique. Tout le monde n'est pas sur le même pied dans ces comités de secteurs. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
GASPARD GROSJEAN

L'avenir de l'institution provinciale

«Je ne demande qu'à réformer les provinces»

> Les provinces reviennent sur le devant de la scène. Vous seriez prêt à les « transformer » en communauté urbaine, avec peut-être un changement des compétences ?

Je ne demande que ça moi ! On doit réformer les provinces, les transformer. Je plaide pour une discussion ouverte : les laisse-t-on ainsi ? Doivent-elles disparaître ? Ou évoluer en délaissant certaines matières au profit d'autres ? Globalement, ces dernières années, c'est le niveau de pouvoir qui évolue le plus. Sur le fond, on peut re-

marquer que c'est dans les compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles (enseignement, santé, culture) qu'on est le plus investi ici à Liège. Mais si on s'y est autant investi, c'est parce que d'autres ne l'ont pas fait.

> Vous plaidez donc néanmoins pour un maintien de l'institution ?

Je dis que l'on doit explorer de nouveaux champs de compétences, comme la mobilité ou l'aménagement du territoire, comme c'est déjà le cas avec « Liège Europe Métropole ». Après, il y a des avantages très concrets de la Province pour les

gens. J'en pointerais deux. La lecture publique, par exemple. Il y a quelques années, nous nous sommes séparés de la Ville de Liège pour gérer les Chiroux. Aujourd'hui, nous sommes à un réseau de lecture avec 54 communes, tandis que le pôle culturel va se développer à Bavière avec la nouvelle bibliothèque, la plus importante de Wallonie. Ensuite, les « points-nœuds » vélo, pour lesquels j'espère 2.500 km de réseau pour 2018-2019. C'est très concret et si ce n'était pas nous, qui l'aurait fait ? ●

G.G.

Les élections de 2018 & 2019

« Les prochaines échéances vont être difficiles »

> Vous vous attendez à des élections difficiles pour le PS liégeois en 2018 et 2019 ?

Le PS liégeois a été et est toujours ébranlé. On a pris les mesures qui devaient l'être, mais les prochaines échéances vont être difficiles. Ce qui m'interpelle positivement, c'est que lorsque nous parlons avec les militants, qui sont parfois très

directs, ils constatent que la plupart des mandataires socialistes restent bien des gens résolument engagés à gauche. Nous allons continuer à revivifier nos canaux de réflexion sur nos valeurs, avec

un projet qui nous est propre à présenter aux gens. Sans courir après les autres. Mais nous savons que ce sera dur et que le temps nous est compté.

> On entend de plus en plus qu'il y a une volonté chez certains socialistes liégeois de se présenter sous une étiquette neutre, type « Liste du Bourgmestre ». Vous en pensez quoi ?

Je veux que les candidats socialistes présentent sous l'étiquette claire du PS. Les listes du bourgmestre ont toujours existé, mais moins chez

nous. Je n'ai aucune gêne à dire que je suis socialiste aujourd'hui, car nous apporterons des réponses claires et fortes suite aux affaires, ainsi qu'un nouveau projet. Nous devons montrer que nous avons tiré toutes les conclusions de ce que nous avons vécu ces derniers mois.

> Vous serez candidat en 2018 ?

Je suis un militant du parti et je devrai en discuter. Tout en prenant en compte un aspect plus personnel, suite à l'accident de santé qui m'est arrivé... Mais tout le monde sait que je suis un amoureux de la province. ●